

ZOOM À la Une : Sainte-Soline (Mégale) La lutte paie ! Page 2	INTERNATIONAL États-Unis : Elon Musk, « coprésident » de Trump Page 4	HISTOIRE Le socialisme dans un seul pays Page 5	SOUSCRIPTION Un parti utile pour changer le monde... Page 8
------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------

La désastre de Mayotte, un révélateur du lien colonial qui attache ce territoire à l'Etat français

Au moment où une escouade gouvernementale (Bayrou-Borne-Valls) se rend à Mayotte, mieux qu'un long développement, nous vous proposons de regarder la vidéo du sociologue et écrivain Saïd Bouamama: <https://www.youtube.com/watch?v=pmwW7y-HTuU>

En 36 mn (sur Mizane TV), Saïd Bouamama donne une description aussi riche que documentée sur l'histoire de la colonisation de cette île de l'archipel des Comores, de sa situation actuelle et des raisons géopolitiques et économiques qui expliquent l'intérêt pour certains de la maintenir dans le giron français.

Cependant, une question ne cesse de nous tarauder 15 jours après le dévastateur passage du cyclone Chido: l'Etat français a-t-il réellement tout mis en œuvre pour sauver les vies qui pouvaient l'être ? Plus précisément, l'Etat français a-t-il laissé mourir des personnes, notamment dans les bidonvilles où survivaient nombre de clandestins venus des autres îles de l'archipel voire du continent africain ?

Le doute est permis car le bilan officiel du ministère de l'intérieur ne fait mention « que » de 39 mort-es et plus de 4000 blessé-es, alors que quelques heures après le passage du cyclone, le préfet de Mayotte, lui-même, évoquait au conditionnel « plusieurs centaines de morts », peut-être « quelques milliers » et qu'à ce jour, des quartiers précaires constitués d'abris de tôle n'ont toujours pas vu d'équipes de secours.

Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n° 152
28 décembre
2024

Un gouvernement qui sent le sapin

Il aura fallu 10 jours pour que Bayrou bricole un gouvernement.

Sans grande surprise cependant car globalement l'histoire se répète : après Barrière, Bayrou Premier ministre ne peut survivre sans la bienveillance de Marine Le Pen.

Pire, Le Pen, quasi vice-première ministre, a participé directement au casting de ce gouvernement en éliminant l'inénarrable X. Bertrand. Pire, un tandem de la droite extrême (Darmanin + Retailleau) est constitué dans le secteur police-justice, déterminant pour les libertés individuelles et collectives et la lutte contre les discriminations. Rien de mieux à attendre non plus dans les ministères sociaux et économiques, où les néo-libéraux, ceux qui ont pour horizon de liquider les services publics, la protection sociale, l'accès à la santé et à l'éducation...sont nommés, revenus ou maintenus aux commandes. Dont E. Borne, championne incontestée de l'usage du 49.3.

Quant aux tentatives de débauchage de figures de gauche, c'est carrément le flop, car il y a longtemps que des Valls ou Rebsamen ont retourné leur veste. Sur ce point, on ne peut que sourire de l'échec de Bayrou. Les appels du pied aux socialistes, écologistes voire communistes à se désolidariser du programme du nouveau Front Populaire, soutenus par le personnel politique et médiatique de la bourgeoisie, sont donc restés vains, ... du moins pour l'instant.

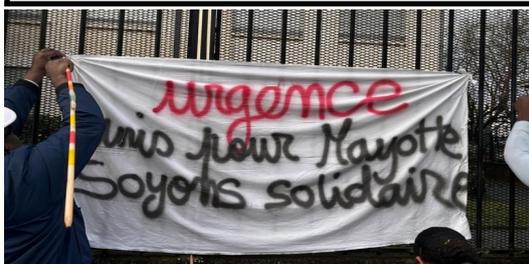
Du coup, les tenants politiques et économiques du capitalisme à la française n'ont d'autre solution, pour maintenir les politiques d'inégalité sociale (pas d'abrogation de la réforme des retraites, pas d'augmentation des salaires et revenus...), de racisme, de cadeaux aux patrons, que de confier les leviers du pouvoir aux libéraux macronistes et centristes alliés à la droite dure et ...de passer sous les fourches caudines du RN pour espérer éviter une censure dans les prochaines semaines.

Pour autant, la solution « Bayrou de secours » n'en est pas moins très fragile. Elle est en effet soumise aux aléas judiciaires de Le Pen et de députés RN sous le coup d'une condamnation à l'inéligibilité et aux « caprices » d'une partie du grand patronat qui, à l'exemple du trumpiste Musk, est prête à mettre en selle l'extrême droite et ses défenseurs d'un ordre social raciste et injuste.

Quelle que soit la durée du gouvernement Bayrou, il nous faut des résistances, plus fortes, et surtout des victoires pour qu'un projet de société émancipateur pour toutes et tous puisse voir le jour.

Ce doit être notre perspective unitaire pour ce début de 2025 !

Bonne année à toutes et à tous 28 décembre 2024



Nos camarades du comité NPA.A de Saint-Nazaire appellent à soutenir les associations mahoraises locales en envoyant les dons par <https://www.leetchi.com/fr/c/solidarite-pour-mayotte-1129461?>



avec Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

Pour prendre contact avec le comité NPA l'antiK du pays malouin:

npasaintmalo@gmail.com

Restructuration hospitalière: «L'avis positif» du CNIS, une «étape capitale», vraiment?

Dans un communiqué en date du 20 décembre, l'Agence Régionale de Santé se félicite de « l'avis positif » émis par le comité de pilotage national de l'investissement sanitaire suite à sa séance du 26 septembre 2024, sur le projet médico-soignant partagé du Groupe Hospitalier "Rance Emeraude".

Du coup, les élu.es locaux ont embrayé aussitôt en interprétant cet avis comme le franchissement d'une « étape capitale ». On le comprend aisément puisque ces élu.es n'ont eu de cesse d'encenser le projet depuis février 2021, en se gardant de le mettre au débat dans la population ou de prendre en compte les observations qu'il suscitait, notamment, en matière de dégradation de l'égalité d'accès aux soins pour les usagers du secteur de Dinan. Assurément, les élu.es, après plus de 2 ans de tâtonnements, contretemps et achoppements, avaient besoin d'être rassurés et de montrer l'efficacité de leur engagement.

Sauf que **nous sommes loin du bouclage du dossier** comme le suggère d'ailleurs la lecture du communiqué de l'ARS:

- ♦ il est en effet question d'un **phasage du projet**, modalité qui n'avait, à notre connaissance, jamais été évoquée publiquement. Quelle réalité revêt ce phasage ?
- ♦ la question du **financement du projet** ressurgit (comment s'en étonner ?) confirmant que sa soutenabilité par le nouveau groupe hospitalier n'est pas encore démontrée. La consolidation financière du projet est ainsi attendue dans les mois à venir, avant sa transmission au secrétariat général de l'investissement (Premier Ministre) puis avis final du CNIS... On n'est pas sorti de l'auberge, à moins que les résultats financiers 2024 du Groupe Hospitalier inversent ceux de 2023 des établissements qui n'étaient pas encore fusionnés... Est-ce pour cela, que la direction du Groupe Hospitalier fait flèche de tout bois pour faire des économies, par exemple en activant une procédure de reclassement (déclassement ?) des personnels titulaires, inaptes aux fonctions correspondant à leur grade ?
- ♦ Apparaît enfin un doute sur les « **modalités de pilotage** » du projet, autrement dit une réserve sur la composition et les compétences de l'équipe de maîtrise d'ouvrage, réunies pour mener à bien cette opération... Cette observation préjuge-t-elle de changements dans l'organigramme du Groupe Hospitalier et/ou de l'intégration d'une supervision dans cette équipe ?

Bref, le triomphalisme, même relatif, dont font preuve les porteurs du projet n'est guère de mise. En revanche, la nécessité d'une mobilisation populaire et du personnel hospitalier pour l'égalité de l'accès aux soins dans le secteur sanitaire est toujours d'actualité.

DB

Fondeurs, oui ! Chômeurs, non ! Ce slogan résume la volonté des 350 salariéEs de la Fonderie de Bretagne à Caudan (56) qui luttent depuis plusieurs années contre les effets des restructurations de l'industrie automobile et pour le maintien de leurs emplois. Mais la décision de Renault de se désengager, annoncée vendredi 20 décembre, à la veille des fêtes, pourrait signer la fin de l'usine et le chômage pour ses salariéEs.

Le désengagement de Renault, principal client, s'inscrit dans une politique globale. Les constructeurs automobiles, à la recherche du profit maximum, et dans le cadre de la crise touchant tout le secteur, ont procédé depuis plusieurs années à l'abandon ou à l'externalisation de nombreuses activités et notamment des fonderies. Ils ont souvent fait le choix de délocaliser, entraînant des milliers de licenciements dans la branche malgré des luttes importantes. Celles-ci, faute de coordination, ont été défaits boîte par boîte.

Renault contraint de maintenir la production abandonnée

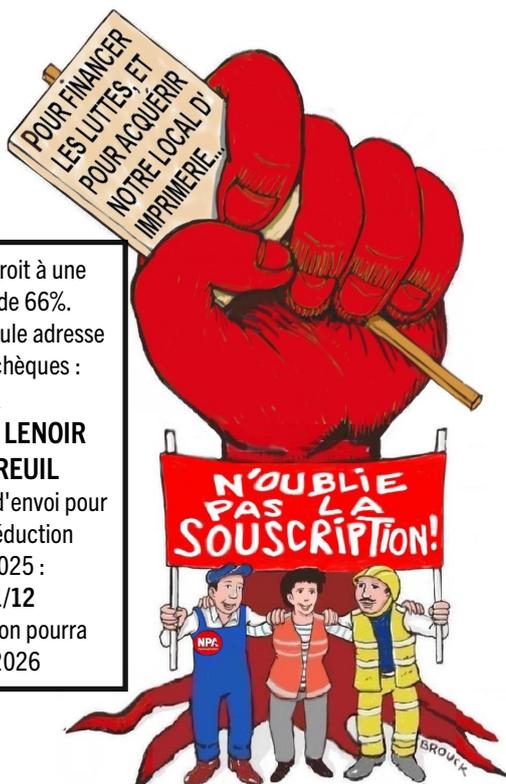
Les salariéEs de la Fonderie de Bretagne ont une tradition de lutte ancienne. Avec leur syndicat CGT, ils ont réussi depuis 2009, par plusieurs grèves longues, à contraindre Renault à maintenir la production et donc l'emploi malgré une baisse des effectifs et la vente à des repreneurs — fonds d'investissement avides de profits rapides — bénéficiant de subventions publiques importantes.

Engagées depuis quelques mois, les négociations avec un nouveau repreneur devaient permettre la poursuite de l'activité et sa diversification. La condition étant que Renault s'engage à fournir des volumes jusqu'en 2028 afin d'assurer la transition. Le constructeur vient de refuser ce geste, contraignant le repreneur à renoncer. La direction de l'usine annonce que les fonds disponibles ne permettront pas de maintenir l'activité au-delà de quelques mois, voire quelques semaines. Sous le choc, les salariéEs ont quitté l'usine et n'y reviendront qu'en début d'année 2025. Une procédure de sauvegarde va être engagée par le tribunal de commerce.

Un État hypocrite

L'État, actionnaire de Renault à hauteur de 15%, révèle toute son hypocrisie lorsque le ministre de l'Industrie démissionnaire déplore l'attitude du constructeur. Comme le dit justement un responsable CGT de l'usine: « C'est Renault qui a la mainmise sur l'État, on a un État faible et il s'est engagé trop tard dans le dossier » (Ouest-France du 20/12). De fait, l'État et le gouvernement sont au service des capitalistes et laissent faire comme le montrent récemment les vagues de suppressions d'emplois notamment chez Michelin à Vannes dans le même département où 300 licenciements vont avoir lieu. Seul un rapport de forces pourra leur imposer de maintenir les emplois.

Nul doute que début janvier, les salariéEs décideront des actions à mener. Les forces syndicales et politiques du Pays de Lorient devront les soutenir unitairement. Il n'y aura pas de solution durable sans mobilisation, sans mettre en avant la nécessité d'un moratoire ou d'une interdiction des licenciements, et sans chercher à imposer la réquisition-socialisation afin de garantir l'emploi et de préparer les transformations nécessaires des productions pour lutter contre le réchauffement climatique.



Les dons ouvrent droit à une réduction fiscale de 66%.
Un seul ordre, une seule adresse pour envoyer vos chèques :

AFANPA

**2 RUE RICHARD LENOIR
93100 MONTREUIL**

limite de datation et d'envoi pour bénéficier de la réduction d'impôts dès 2025 :

AVANT LE 31/12

sinon cette réduction pourra intervenir en 2026

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin et à visiter notre page facebook:
<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>

et nos sites web départementaux et nationaux

<https://www.anticapitaliste-35.org/>

<https://npa-lanticapitaliste.org>